



CHAPITRE 217

Loi des hôpitaux privés

Exécution.

1. Le ministre de la santé est chargé de la mise à exécution de la présente loi en ce qui concerne les hôpitaux proprement dits, de même que les dispensaires, consultations et cliniques, et le ministre de la famille et du bien-être social en ce qui concerne toutes autres institutions. S. R. 1941, c. 192, a. 12; 13 Geo. VI, c. 55, a. 9; 9-10 Eliz. II, c. 35, a. 8.

SECTION I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

2. Dans la présente loi,—

« Hôpital privé »:

1° Les mots « hôpital privé » signifient et comprennent toute institution, autre qu'une institution d'assistance publique visée par la Loi de l'assistance publique (chap. 216), et autre qu'une institution publique recevant dans son infirmerie les membres de son personnel ou ses élèves, dans laquelle, moyennant rémunération, des malades sont accueillis et traités pour quelque cause que ce soit, ou encore des nourrissons ou enfants en bas âge sont reçus et soignés ou entretenus.

Les dispensaires, consultations et cliniques non subventionnés par la province, ou qui ne sont pas rattachés aux hôpitaux reconnus comme institutions d'assistance publique, sont compris dans les mots « hôpital privé » mentionnés au précédent alinéa;

« personne »:

2° Le mot « personne » comprend et désigne toute personne, association, société ou corporation;

CHAPTER 217

Private Hospitals Act

1. The Minister of Health is charged with the carrying out of this act as regards hospitals proper and also dispensaries, public consulting offices and clinics, and the Minister of Family and Social Welfare as regards all the other institutions. R. S. 1941, c. 192, s. 12; 13 Geo. VI, c. 55, s. 9; 9-10 Eliz. II, c. 35, s. 8.

DIVISION I

DECLARATORY AND INTERPRETATIVE PROVISIONS

2. In this act,—

(1) The words "private hospital" mean "Private hospital"; and include every institution other than a public charitable institution contemplated by the Public Charities Act (Chap. 216), and other than a public institution receiving members of its staff or its pupils in its infirmary, in which, for payment, patients are received and treated for any cause whatsoever, or infants or young children are received, cared for or maintained.

The dispensaries, public consulting offices and clinics not subsidized by the Province, or which are not attached to hospitals recognized as public charitable institutions, are included in the words "private hospital" mentioned in the preceding paragraph;

(2) The word "person" means and includes every person, association, partnership or corporation;

« hospitalisés ».

3° Le mot « hospitalisés » comprend et désigne cette catégorie de personnes mentionnée au paragraphe 1° du présent article. S. R. 1941, c. 192, a. 2.

SECTION II

DE LA LICENCE

Licence.

3. Nulle personne ne peut exploiter ou diriger un hôpital privé à moins d'avoir obtenu au préalable une licence à cette fin.

Conditions de l'octroi d'icelle.

Cette licence est accordée par le ministre des finances, sur la recommandation du ministre de la santé ou du ministre de la famille et du bien-être social selon le cas et sur requête, telle que prescrite par l'article 4, accompagnée de la remise d'un droit de cinq dollars et d'un rapport d'inspection de l'hôpital privé, signé par le ministre de la santé ou le ministre de la famille et du bien-être social, selon le cas, attestant que les dispositions de la présente loi, les règlements adoptés en vertu d'icelle et les règlements provinciaux d'hygiène ont été observés par la personne requérante. S. R. 1941, c. 192, a. 3; 13 Geo. VI, c. 55, a. 1; 9-10 Eliz. II, c. 35, a. 8.

Requête.

4. La requête ci-dessus doit être articulée par écrit sur une formule spéciale, fournie par le ministère de la santé ou celui de la famille et du bien-être social, selon le cas, et indiquer:

- a) L'adresse de l'hôpital privé;
- b) Les nom, prénoms, état civil, raison sociale et l'adresse de la personne requérante ou, suivant le cas, de son président ou de son gérant, avec l'apposition de sa signature;
- c) Les nom et prénoms du médecin traitant et de l'infirmière de service avec apposition de leur signature;
- d) Le nombre des pièces de l'hôpital privé, et le nombre de lits à la disposition des hospitalisés. S. R. 1941, c. 192, a. 4; 13 Geo. VI, c. 55, a. 2; 9-10 Eliz. II, c. 35, a. 8.

Durée.

5. La licence est octroyée, aux conditions déterminées par les règlements, pour une période de douze mois qui se termine le 1er juillet de chaque année, mais elle est renouvelable à son expiration en suivant les mêmes formalités que celles édictées

(3) The word "inmates" means and includes the persons mentioned in paragraph 1 of this section. R. S. 1941, c. 192, s. 2.

DIVISION II

LICENCE

3. No person may operate or manage a private hospital without having previously obtained a licence for such purpose.

Such licence shall be granted by the Minister of Finance on the recommendation of the Minister of Health or the Minister of Family and Social Welfare, as the case may be, and upon application therefor, as prescribed by section 4, accompanied by a fee of five dollars and a report of inspection of the private hospital signed by the Minister of Health or the Minister of Family and Social Welfare, as the case may be, stating that the provisions of this act, the regulations adopted thereunder and the provincial health regulations have been observed by the applicant. R. S. 1941, c. 192, s. 3; 13 Geo. VI, c. 55, s. 1; 9-10 Eliz. II, c. 35, s. 8.

4. The above application must be in writing on a special form supplied by the Department of Health or that of Family and Social Welfare, as the case may be, and set forth:

- (a) The address of the private hospital;
- (b) The surname, Christian names, civil status, firm name and address of the applicant, or, as the case may be, of the president or manager thereof, with his signature;
- (c) The surname and Christian names of the attending physician and staff nurse, with their signatures;
- (d) The number of rooms in the private hospital, and the number of beds at the disposal of inmates. R. S. 1941, c. 192, s. 4; 13 Geo. VI, c. 55, s. 2; 9-10 Eliz. II, c. 35, s. 8.

5. The licence shall be granted, upon the conditions determined by the by-laws, for a period of twelve months terminating on the 1st of July each year, but shall be renewable on its expiration by following the same formalities as those enacted by

par les articles 3 et 4. S. R. 1941, c. 192, a. 5; 13 Geo. VI, c. 55, a. 3.

Transfert
de
licence.

6. Aucune licence ne peut être vendue ou autrement cédée ou transportée, sans un rapport du ministre de la santé ou du ministre de la famille et du bien-être social, selon le cas, de même nature que celui mentionné dans l'article 3; mais dans le cas de changement de local une nouvelle licence doit être obtenue. S. R. 1941, c. 192, a. 6; 13 Geo. VI, c. 55, a. 4; 9-10 Eliz. II, c. 35, a. 8.

Révoca-
tion.

7. Une licence accordée ou renouvelée peut être révoquée, en tout temps, par le ministre de la santé ou le ministre de la famille et du bien-être social, selon le cas, dans le cas d'une personne qui, ayant la direction ou faisant l'exploitation d'un hôpital privé:

a) Refuse ou néglige de fournir les renseignements demandés par le ministère de la santé ou celui de la famille et du bien-être social, selon le cas, ou refuse de permettre l'inspection de l'hôpital privé;

b) Fait une fausse déclaration dans sa demande pour l'octroi d'une licence;

c) A, comme directeur médical ou comme attaché à son service, un médecin trouvé coupable d'infraction à ses devoirs professionnels par le conseil de discipline du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec;

d) Est reconnu coupable d'infraction à la présente loi ou aux règlements adoptés sous son empire. S. R. 1941, c. 192, a. 7; 13 Geo. VI, c. 55, a. 5; 9-10 Eliz. II, c. 35, a. 8.

SECTION III

DE LA TENUE D'UN REGISTRE

Registre.

8. Un registre doit être tenu, dans tout hôpital privé, indiquant la date de l'entrée, le sexe, l'âge, le nom et l'adresse des hospitalisés ainsi que la date de leur sortie ou décès. Dans le cas de maternités, ou de crèches où des enfants illégitimes sont hospitalisés, le registre mentionnera simplement la date de naissances desdits enfants.

Inspection.

Ledit registre peut être examiné en tout temps par le ministre de la santé ou le ministre de la famille et du bien-être so-

sections 3 and 4. R. S. 1941, c. 192, s. 5; 13 Geo. VI, c. 55, s. 3.

6. No licence may be sold or otherwise assigned or transferred without a report of the Minister of Health or the Minister of Family and Social Welfare, as the case may be, of the same nature as that mentioned in section 3; but in the case of a change of premises a new licence must be obtained. R. S. 1941, c. 192, s. 6; 13 Geo. VI, c. 55, s. 4; 9-10 Eliz. II, c. 35, s. 8.

7. Any licence granted or renewed may be cancelled, at any time, by the Minister of Health or the Minister of Family and Social Welfare, as the case may be, in the case of any person, who, managing or operating a private hospital:

(a) Refuses or neglects to furnish the information asked for by the Department of Health or that of Family and Social Welfare, as the case may be, or refuses to permit the inspection of the private hospital;

(b) Makes a false declaration in the application for the granting of a licence;

(c) Has, as medical director or as attached to his staff, a physician found guilty of an infringement of his professional duties by the Council on Discipline of the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec;

(d) Is found guilty of an infraction of this act or of the by-laws adopted thereunder. R. S. 1941, c. 192, s. 7; 13 Geo. VI, c. 55, s. 5; 9-10 Eliz. II, c. 35, s. 8.

DIVISION III

KEEPING OF REGISTERS

8. A register must be kept in every private hospital showing the date of entry, sex, age, name and address of the inmates and the date of their discharge or death. In the case of lying-in hospitals or of crèches where illegitimate infants are hospitalized, it shall merely mention the date of birth of the infants.

The said register may be examined at any time by the Minister of Health or the Minister of Family and Social Welfare,

cial, selon le cas, ou leur représentant. S. R. 1941, c. 192, a. 8; 13 Geo. VI, c. 55, a. 6; 9-10 Eliz. II, c. 35, a. 8.

as the case may be, or their representative. R. S. 1941, c. 192, s. 8; 13 Geo. VI, c. 55, s. 6; 9-10 Eliz. II, c. 35, s. 8.

SECTION IV

DES AMENDES

Infrac-
tions et
peines.

9. Quiconque, directement ou indirectement contrevient aux prescriptions de la présente loi, ou des règlements adoptés sous son empire, ou gêne, de quelque manière que ce soit, un officier du service de l'assistance publique de Québec dans l'exercice des pouvoirs à lui conférés,—commet une infraction et se rend passible, en sus des frais et de l'annulation de la licence qu'il peut détenir, d'une amende de pas moins de cinq dollars et de pas plus de cent dollars pour chaque jour que dure l'infraction et, à défaut de paiement de l'amende et des frais d'un emprisonnement de trois mois.

Loi appli-
cable.

Les poursuites, intentées en vertu du présent article, sont régies par la première partie de la Loi des poursuites sommaires (chap. 35). S. R. 1941, c. 192, a. 9.

SECTION V

DISPOSITIONS DIVERSES

Recettes.

10. Le coût des licences et les amendes, déduction faite des frais de perception, doivent être versés au fonds consolidé du revenu. S. R. 1941, c. 192, a. 10; 13 Geo. VI, c. 55, a. 7.

Règle-
ments.

11. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter, modifier, remplacer, sur recommandation du ministre de la santé ou du ministre de la famille et du bien-être social, tous les règlements qu'il peut juger nécessaires pour la mise en effet de la présente loi et notamment pour déterminer les conditions de l'émission de la licence. S. R. 1941, c. 192, a. 11; 13 Geo. VI, c. 55, a. 8; 9-10 Eliz. II, c. 35, a. 8.

Inspe-
ction.

12. L'inspection des hôpitaux privés est faite sous la direction du ministre de la santé ou celle du ministre de la famille et du bien-être social, selon leur compétence respective. S. R. 1941, c. 192, a. 13; 13 Geo. VI, c. 55, a. 10; 9-10 Eliz. II, c. 35, a. 8.

DIVISION IV

FINES

9. Whosoever directly or indirectly violates any of the provisions of this act or of the regulations adopted under its authority, or hinders, in any manner, an officer of the Quebec Bureau of Public Charities in the exercise of the powers conferred upon him,—commits an offence and renders himself liable, in addition to the costs and to cancellation of the licence which he may hold, to a fine of not less than five dollars and not more than one hundred dollars for each day the offence may last and, failing payment of the fine and costs, to an imprisonment of three months.

Offences,
penalties.

Prosecutions instituted in virtue of this section shall be governed by the provisions of Part I of the Summary Convictions Act (Chap. 35). R. S. 1941, c. 192, s. 9.

Provisions
to apply.

DIVISION V

MISCELLANEOUS

10. The licence costs and the fines, less the cost of collection, must be paid into the consolidated revenue fund. R. S. 1941, c. 192, s. 10; 13 Geo. VI, c. 55, s. 7.

Moneys.

11. The Lieutenant-Governor in Council may adopt, amend or replace, on the recommendation of the Minister of Health or the Minister of Family and Social Welfare, all such regulations as he may deem necessary for the carrying out of this act and particularly to determine the conditions of the issue of the licence. R. S. 1941, c. 192, s. 11; 13 Geo. VI, c. 55, s. 8; 9-10 Eliz. II, c. 35, s. 8.

Regula-
tions.

12. The inspection of private hospitals shall be made under the direction of the Minister of Health or that of the Minister of Family and Social Welfare, according to their respective jurisdictions. R. S. 1941, c. 192, s. 13; 13 Geo. VI, c. 55, s. 10; 9-10 Eliz. II, c. 35, s. 8.

Inspe-
ction.